

Crise anglophone

Le rétropédalage des Etats-Unis



● Alors que les Américains semblaient s'engager à pousser le régime de Yaoundé vers un dialogue inclusif, ils ont baissé les bras. P.5

Interdiction La vie sans les couches jetables

P.9

Nord-Ouest Des centaines de grossesses non désirées

P.3

Université de Douala Maurice Tchuenté rattrapé par une affaire de 108 millions

P.2

SWR

Minister Elung Paul Che's residence set ablaze

P.4



Plateforme des Associations Chrétiennes de Santé (ACHAP)

9^{ème} conférence biennale : Cameroun 2019

Sous le haut patronage du Ministre de la Santé du Cameroun

Thème : Revigorer les soins de santé primaires : le rôle d'ACHAP

Lieu : Hôtel Mont Febe, Yaoundé

Date : 25 Février au 1^{er} Mars 2019

Pour toute inscription, veuillez joindre le comité d'organisation aux contacts suivants :

Tel: (+237) 681 366 150 / 673 749 190 / 690 832 585 / 677 002 395

Email : achap2019@cbchealthservices.org ou conference@africachap.org

Université de Douala

Maurice Tchuenté rattrapé par une affaire de 108 millions

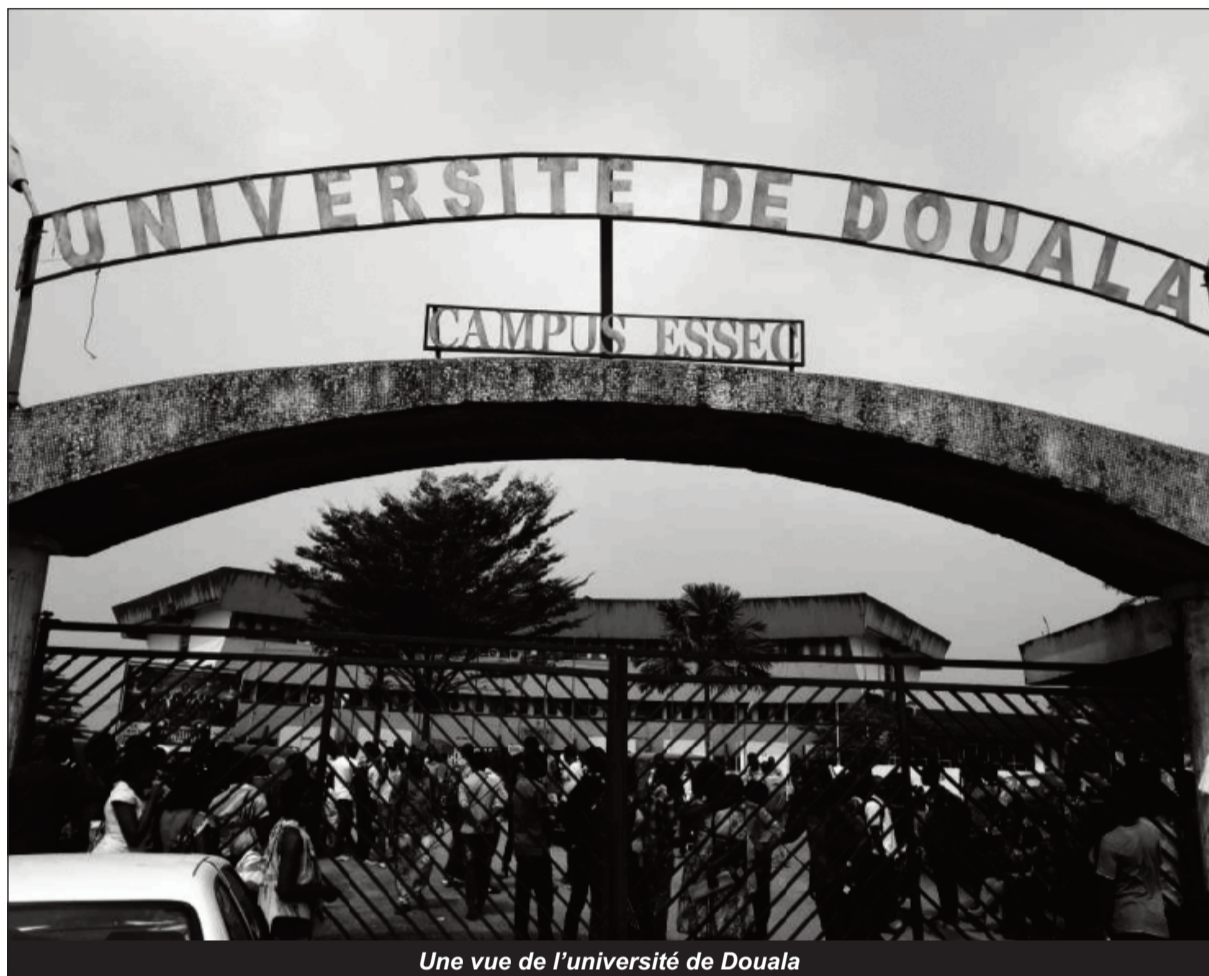
Le dossier porte sur une affaire de 343,5 millions de fcfa.

L'ancien recteur de l'université de Douala, Bekolo Ebe Bruno n'entend pas assumer la gestion de son prédécesseur Maurice Tchuenté qui a également été recteur la même institution universitaire pour la période 2000-Septembre 2003. Il se défendait relativement à l'exercice 2001-2004, hier 19 février 2019. Selon lui, le non-reversement des cotisations que tente de lui imputer le ministère public conduit par André Tchoussi, ne saurait l'être ainsi. « Oui, des arriérés ont été accumulés durant la période 2000-2003 du temps de mon prédécesseur Maurice Tchuenté », s'est défendu Bruno Bekolo Ebe. Mais pendant l'exercice de ses fonctions, l'homme qui dépose devant les juges du Tribunal criminel spécial (Tcs) est formel : le non-reversement des cotisations à la caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps) date de la période de celui à qui il succède après sa nomination comme ministre de la recherche scientifique. D'ailleurs, aussitôt installé, il a

immédiatement procédé à un apurement de 11,203 202 millions de fcfa. En 2008, il a liquidé la dette de l'université auprès de la Cnps qui se situait dès lors à 108,82 27 millions de fcfa. « J'ai des documents pour lesquels la Cnps atteste l'apurement de cette dette », a dit Bruno Bekolo Ebe qui est actuellement poursuivi pour le détournement de 343,532 969 millions de fcfa.

Comme quoi, il faut bien que son prédécesseur puisse venir et répondre de cette gestion.

Affaire Bekolo Ebe Bruno
Dans les réquisitions intermédiaires qui ont été rendues publiques dans l'affaire 034/RG-TCS/2019, le parquet entend le faire condamner pour le détournement de la somme globale de 343,532 969 millions de fcfa. Sauf que l'ancien recteur se défend. Il explique qu'il existe un écart entre les données contenues dans les documents de la comptabilité. Cette situation est principalement liée au fait des procédures budgétaires. Pour convaincre le président



Une vue de l'université de Douala

Ndjéré Emmanuel qui est assisté des juges Jules Awoung et Zakiyatou Alioum, Bruno Bekolo Ebe note que l'université a trois sources de revenus que sont : les subventions de l'Etat qui permettent de payer les salaires et autres charges de l'université, les frais universitaires et les activités génératrices de

revenus (AGR), défendues par le témoin de l'accusation, enseignant dans la même université.

Pour ce qui est de la première catégorie, il faut attendre que la Loi des finances soit votée, que le Conseil d'administration siège et qu'enfin, les dépenses soient engagées.

Sauf que pour l'accusation,

au terme de l'enquête préliminaire et devant le juge d'instruction, celui qui a été débarqué du rectorat de l'université de Douala en 2010 n'a pas réussi à fournir le compte d'emploi des fonds qui font l'objet de son arrestation.

Affaire à suivre.

Hervé Ndongong

Bertoua

L'arnaque téléphonique fait surface

Depuis quelques semaines, des individus se font passer pour des hautes personnalités en situation de détresse dans la ville de Bertoua chef-lieu de la région de l'Est, et exigent une assistance financière immédiate.

« Il y a deux jours, j'ai reçu un appel d'un inconnu qui m'a dit qu'il est le gouverneur Grégoire Mvongo de la région de l'Est et qu'actuellement, il se rendait à Batouri pour la cérémonie de remerciements pour la nomination du ministre des mines Gabriel Dodo Ndoké, et qu'en cours de route, il s'est rendu compte que son compte

était vide. Il m'a demandé un dépôt orange money de 200 mille Francs CFA », témoigne un habitant de Bertoua. Plusieurs comme lui, reçoivent des messages ou des appels disant « félicitations, vous êtes l'heureux gagnant de la semaine, votre numéro a été tiré au sort à l'émission Jambo sur canal 2 international, suite à votre fidélité et votre consommation. Pour cela, vous rempor-

tez un écran plasma 32 pouces ; un home cinéma ; une somme de 900 mille Francs. Pour bénéficier de ce lot ou colis, rappeler le service promotionnel orange au numéro... » Ce genre de message est récurrent. Suite aux nombreuses plaintes auprès des autorités administratives, le sous-préfet de l'arrondissement de Bertoua 1er, Max Edjengue IMbella, a rédigé un communiqué radio presse N°

009/CRP/B15-01/SP le 18 février 2019 dans lequel, l'administrateur civil principal porte à la connaissance des populations de son unité de commandement que depuis quelques jours, des individus mal intentionnés procèdent aux appels des particuliers pour leur extorquer de fortes sommes d'argent par voie électronique, et ceci au nom de certaines personnalités de la ville de

Bertoua. « C'est par le numéro de téléphone de l'opérateur de téléphonie mobile orange, le (+237) 690378033 qu'ils ont tenté de m'extorquer », indique une victime.

Du côté des forces de sécurité et de défense, on appelle à la contribution de tous afin d'avoir des informations susceptibles de mettre la main sur ces malfrats.

Bossis Ebo'o

Nécrologie

L'Ouest pleure l'un de ses dignes fils

Jean Samuel Noutchougouin, classé par le Magazine Forbes au rang de 5^{ème} fortune camerounaise, a été inhumé samedi 16 février dernier.

Après le patriarche Joseph Kadji Defosso, la région de l'Ouest a encore le 11 janvier dernier subi une onde de choc. Un autre capitaine d'industrie s'en est allé. Jean Samuel Noutchougouin, fils du village Bandjoun, département du Koung-Khi est décédé en France dans la ville de Neuilly-sur-Seine. Fort de sa réputation d'homme intègre et sociable, c'est d'abord le peuple Sawa à travers le Ngondo qui a rendu un hommage à ce fils adoptif Sawa.

Ils sont nombreux, ces camerounais et camerounaises qui ont fait le déplacement de Bandjoun, pour célébrer la vie de ce patriarche qui savait faire la part des choses entre tradition et religion. Il était à la fois notable à la chefferie Bandjoun, tout comme à la cour royale Bamoun. Ce sont 4 évêques et une trentaine de prêtres catholiques, qui étaient à cette cérémonie dont la messe n'a pas duré moins de 5 heures de temps.



Pendant la cérémonie

Pour cette cérémonie d'adieu, le président de la république Paul Biya s'est fait représenté par Luc Magloire Atangana, le ministre de Commerce. Autour de lui, le président du Sénat, Marcel Niat, Njifendji qui a apporté son témoignage, ainsi que toute la haute autorité de la région. Il a été à titre posthume élevé au rang

de grand officier du mérite camerounais, par le représentant du chef de l'Etat. Au rang des témoignages, au-delà de ceux de ses fils et petits-fils qui disent garder de grands souvenirs de l'homme, l'une de ses filles, désignée chef de famille, a indiqué la dernière volonté de leur papa qui a fait de Noutchougouin Philippe,

son principal héritier. Ensuite, ses partenaires, dont le directeur du groupe CFAO venu de Paris, a noté que ce groupe a fortement évolué grâce aux conseils et à la perspicacité de ce grand travailleur. Et si les entreprises telles que Icrafton qui fabrique des rasoirs bics et stylos à bille se sont illustrées en

Afrique centrale, c'est grâce à ce capitaine de l'aviculture au Cameroun. A travers l'homélie de Monseigneur Antoine Talou, archevêque de Garoua, on a appris la grande discrétion de cet homme qui savait appliquer les principes bibliques.

Jérôme Serge Todjom

Nord-Ouest

Des centaines de grossesses non désirées

Une centaine d'avortements a été recensée en quatre mois dans le département de Ngoketundja. C'est ce qu'a révélé l'ONG Rural Women Centre for education and development.

Selon cette Ong, il s'agit là de l'une des conséquences mesurables de la crise sociopolitique que traverse la région. Des jeunes filles victimes de viol ou sans éducation sexuelle, sorties précocement de l'école, tombent enceinte. La grossesse devient un fardeau qu'il faut évacuer de manière volontaire ou involontaire. Entre octobre 2018 jusqu'à ce jour, le constat a été fait auprès de 100 jeunes adolescentes recensées par Rural Women Centre for education and development. Selon Elvis Ngbwa, coordonnateur de l'Ong, « elles n'ont pas les moyens de vivre et donc, elles se

retrouvent dans des relations pour avoir de quoi manger. Et lorsqu'elles ont des rapports sexuels non protégés, elles tombent enceinte. Puisqu'elles sont incapables de garder un enfant, elles optent pour l'avortement ». Face à la situation, l'ong organise des campagnes de sensibilisation sur le planning familial. « En cas de viol, on peut utiliser un contraceptif d'urgence qui empêche l'implantation du fœtus dans l'utérus. Ces femmes qui ont besoin de planning familial sont aidées financièrement », souligne le coordonnateur. La situation s'avère plus alarmante dans le reste de la région du Nord-Ouest.

K.J.



Des centaines de grossesses non désirées

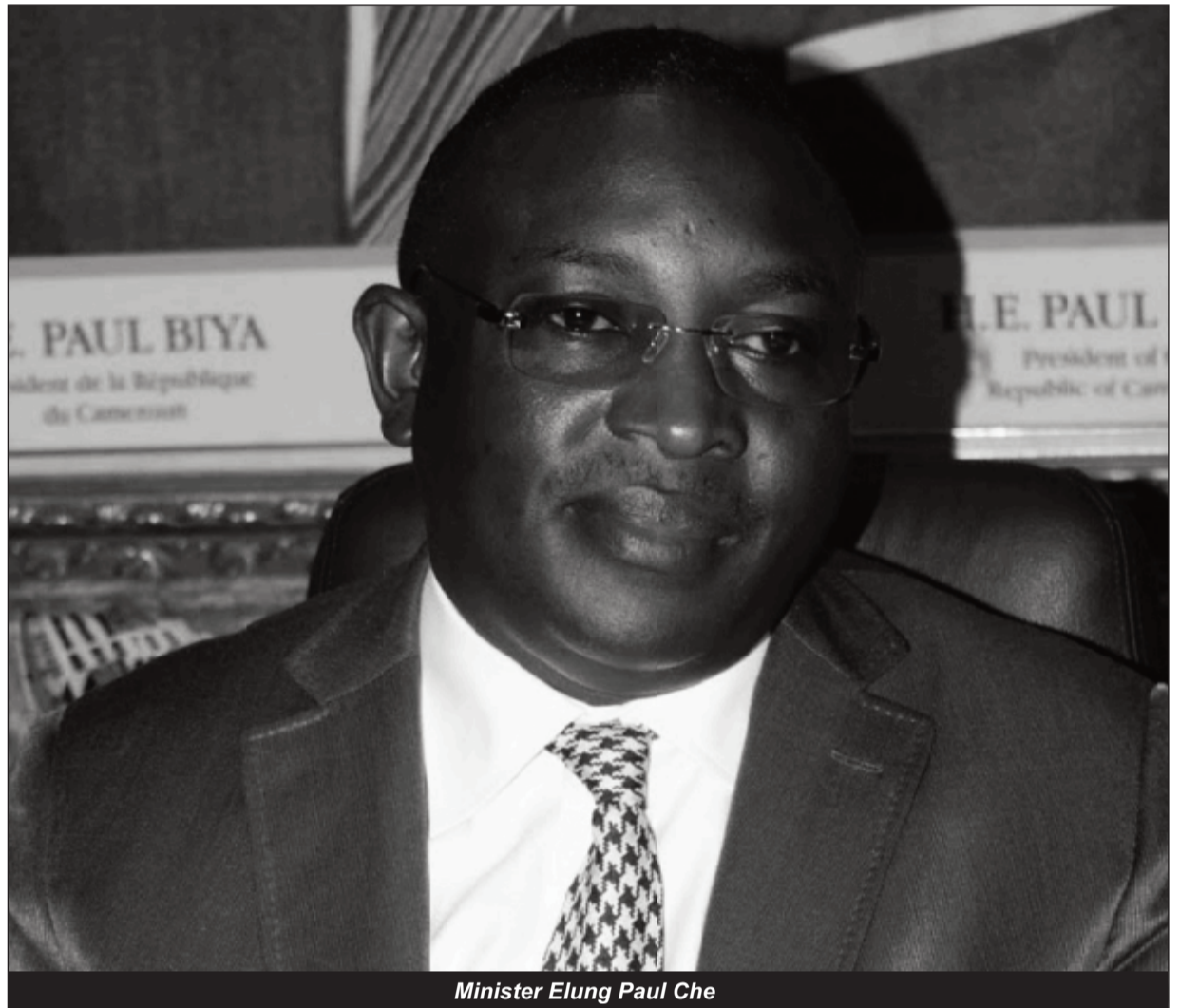
South West Region

Residence of the deputy secretary general at the Presidency partially burned

It has been reported that the residence of the Deputy Secretary General at the Presidency of the Republic, Elung Paul Che at Street Three in his native Bangem, Kupe Muanenguba in the South West region has been partially burned down. Our source confirmed that unknown gunmen set fire on the Minister's residence but fortunately the population was on time at the scene to put the fire off before it could cause any significant damage. Some of the inhabitants say unknown gunmen stormed the residence of Elung Paul Che, fired several gun shots in the air before putting fire on the

residence. Although, the Ambazonian fighters haven't claimed responsibility for the act, many accuse them because they've in the past targeted residences of those holding top positions within the Biya's government, describing them as traitors siding with the military. The village residence of one of the Minister of Special Duties at the Presidency, Victor Arrey Mengot reportedly went up in flames last June 2018. The incident happened in his native Mbinjong village in Manyu Division with villagers only getting up to find the roof of the house completely burnt down.

By Amos Muang Nsah



Minister Elung Paul Che

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé au Cameroun

Disponible dans vos Kiosques Tous les Jours

La crédibilité de l'Etat remise en cause
500 millions détournés via un réseau de fausses quittances
Paul Biya ordonne le recrutement de 2000 docteurs Phd
Le cas Michel Biem Tong monte au niveau africain
Aggravation du déficit commercial
Les chiffres explosent au Cameroun

- Une information de qualité
 - Des analyses percutantes
 - Un réseau d'abonnés
 - Des bureaux dans les 10 régions
 - Une imprimerie moderne
- Lisez et faites Lire*

Crise anglophone

L'oncle Sam recule

Les Américains semblent avoir opté pour un double jeu.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont de plus en plus ingérables. Armée et séparatistes s'affrontent tous les jours, pour un bilan humain, social, économique désastreux. Il y a à peine deux jours, c'est un capitaine de notre armée qui est tombé les armes à la main. Des soldats, il en tombe tous les jours, tout comme des combattants et des civils. Le président de la République reste et demeure droit dans ses bottes, concernant la gestion de ce conflit. Il n'y aura pas de dialogue inclusif tel que prôné même les instances internationales. L'Etat refuse systématiquement de se retrouver à la même table que les sécessionnistes, quoi qu'il en coûte. Lors de son discours sur l'état de la nation le 31 décembre dernier, Paul Biya dira clairement que ceux qui, parmi les sécessionnistes, ne déposeront pas les armes, seront tout simplement neutralisés. Sauf que, depuis que l'on neutralise, rien n'a changé, et, les régions anglophones deviennent pour le régime Biya une sorte de Vietnam. Au début, les Etats-Unis avaient semblé tendre une oreille attentive vers les cris des anglophones. Durant l'assemblée générale des nations unies en sep-

tembre 2018, Donald Trump avait même tancé le président camerounais, indiquant que son pays se dresserait contre les régimes qui sont une menace pour les libertés, coupent internet, bastonnent les étudiants. A cette époque, on avait encore frais dans les mémoires les sévices infligés aux étudiants de l'université de Buea. On s'attendait alors à ce que le gouvernement américain pousse plus sérieusement le pouvoir de Yaoundé à un dialogue inclusif tant sollicité.

Dans la mouvance de Trump, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, Peter Barlerin, avait conseillé au président camerounais de penser à son héritage, comme Nelson Mandela ou Georges Washington avant lui. Une pilule qu'Etoudi avait eu du mal à avaler, mais qui avait fait mouche. De plus, la crise anglophone avait même réussi à atterrir sur la table des discussions du conseil de sécurité des Nations Unies. On se souvient de cette session dudit conseil dédiée aux déclarations des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de la Hollande ou encore de la Suède sur le sujet. Chaque ambassadeur de ces pays aux nations unies en avait appelé à un dialogue inclusif, précisant même que la guerre dans



Donald Trump

ces régions du Cameroun deviendrait un sujet récurrent au conseil de sécurité. Depuis lors, plus rien. On a l'impression que les pays comme les Etats-Unis ont choisi de laisser faire. Récemment, l'on a appris que le pays de l'oncle Sam a décidé de réduire son aide militaire au Cameroun, une sanction contre les accusations de violation des droits de l'homme qui pèsent sur le Cameroun, soit 17 milliards. Mais l'on se demande bien quel peut être l'impact d'une telle décision sur un

régime qui en soi, n'a pas de problème d'argent. On comprend que le Cameroun a mis un fort accent sur la diplomatie, pour faire reculer les Américains. Peut-être avec l'aide de la France, soutien inconditionnel de Paul Biya. Pendant ce temps, plus de 200 membres des forces de défense et de sécurité et plus de 500 civils ont déjà été tués ; selon l'UNHCR, les réfugiés au Nigeria sont d'environ 30 000 Camerounais, 4/5 sont des femmes et des enfants dont la scolarisation est sévèrement compromise. A l'intérieur, plus de 75 000 personnes déplacées ; Des enlèvements d'une dizaine de Chefs d'entreprises, de hauts responsables et commis de l'Administration. Environ 437.000 Camerounais ont fui leur domicile, dont 246.000 au Sud-Ouest et 191.000 au Nord-Ouest, un décor véritablement catastrophique. Ce, sans compter des villages incendiés et ravagés.

Kami Jefferson

Case against Sisiku Ayuk Tabe and others resumes today

The trial at the Yaounde Military Tribunal was adjourned last February 7, 2019 because the defence team requested for the court to change the interpreters and judges.

The Yaounde Military Tribunal today Wednesday February 20, 2019 once more plays host to the trial of the Ambazonia leaders being detained since January 4, 2018. Today's court case will be decisive as many are waiting to see whether or not the presiding

judge and the interpreters will be changed. The defence team last February 7, made two major submissions, first on the quality of interpreters and secondly on the competence of the court to establish the nationalities of the accused. The defence lawyers presented the documents to attest to the

fact that those being detained are refugees but refusing to hand them to the court. The debate therefore centered on the issue of interpreters as the Ayuk's team requested that the interpreters be sent off and an English judge brought in. Barrister Oroh from Nigeria, one of Sisiku's lawyers lamented that

Cameroon is claiming to be a bicultural and bilingual country but brings judges that can't speak English. He said the idea of a judge who cannot understand English trying people who cannot understand French, was not appropriate. Speaking after the court session to reporters, the Lead Counsel for the Defence, Barrister Fru John

said they are out to say the law even though the Government is playing delaying tactics. "We are saying the law and nothing else but the law," Fru John said. He also stated that despite the trickeries of the Government they (defence team) have their strategy.

By Amos Muang Nsah

Electricité

Baisse de 19,25% sur les factures

Les factures d'électricité du mois de janvier 2019 au Cameroun, actuellement en cours de distribution sur le territoire national, sont allégées pour l'immense majorité des consommateurs.

En effet, comme prévu dans la loi de finances 2019, les consommations mensuelles comprises entre 0 et 220 KW sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), d'un taux de 19,25%, ce qui correspond à une réduction de la facture à la même proportion.

Selon des sources autorisées à Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, environ 80% des 1,2 million de clients de cette entreprise contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis, bénéficient de cette mesure fiscale prise par le gouvernement camerounais.

«Avant la nouvelle mesure, seuls les clients dont les consommations étaient comprises entre 0 et 110 KW étaient exonérés du paiement de la TVA. Ceux-là représentaient autour de 70% de notre portefeuille, contre 10% pour ceux dont les consommations sont comprises entre 110 et 220



Un compteur

KW. Donc, mathématiquement, la nouvelle mesure fiscale concerne environ 80% de nos clients.», explique une source interne à l'entreprise de production et de distribution de l'électricité au Cameroun. Afin de tirer pleinement

profit de la nouvelle disposition fiscale, Eneo invite ses clients à s'assurer de n'avoir qu'un seul ménage derrière chaque compteur électrique, à économiser l'énergie et à contrôler leur consommation d'électricité ; ceci dans la

mesure où, au-delà d'une consommation de 220 KW, la TVA est appliquée sur toute la consommation. Toute chose qui peut entraîner une hausse plus ou moins substantielle des factures d'électricité d'un mois à un autre.

Pour rappel, toujours à la faveur de la loi de finances 2019 de l'Etat du Cameroun, les consommations d'eau inférieures ou égales à 20 m3 sont également exonérées de la TVA.

Oscar Onana

Transport

Les compagnies aériennes africaines ont rendez-vous dans la capitale camerounaise du 24 au 26 novembre 2019

La 51ème assemblée générale de l'Association des compagnies aériennes africaines (Afraa) se déroulera du 24 au 26 novembre 2019 à Yaoundé, la capitale camerounaise, a révélé en fin de semaine dernière le Malien Abderrahmane Berthé, le secrétaire général de l'Afraa, au cours de son passage au Cameroun.

«Le vote en faveur du Cameroun s'est fait à l'unanimité. Le Cameroun est très actif au sein de l'Afraa et nous sommes fiers parce qu'en plus, Camair Co (la compagnie aérienne publique camerounaise, Ndlr) est certifiée IOSA, ce qui n'est pas le cas de tous nos 40 mem-

bres.», a-t-il expliqué. La rencontre de Yaoundé, qui va permettre de revisiter les grands défis de l'aviation civile en Afrique, apprend-on, va réunir environ 500 délégués, parmi lesquels les patrons des compagnies aériennes, les constructeurs et autres loueurs des aéronefs.

Oscar Onana



Un avion Camair Co

Transport

Le Cameroun a adhéré au projet de libéralisation complète des services de transport aérien à l'intérieur du continent africain

Le Cameroun vient d'adhérer au Marché unique du transport aérien en Afrique (Mutaa), selon une annonce faite par la Commission africaine de l'aviation civile (Cafac).

A travers cette décision, indique la Cafac, le Cameroun intègre le projet de libéralisation complète des services de transport aérien à l'intérieur du continent africain. Ce qui signifie : libre accès au marché, droits complets de trafic de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième libertés pour ce qui concerne les services aériens réguliers. Cependant, indique la Cafac, le Mutaa impose des critères d'éligibilité pour les transporteurs communautaires africains : normes de sécurité et de sûreté, mécanismes de concurrence loyale, un règlement des différends ainsi qu'une meilleure protection des consommateurs.

Le Cameroun devient le 28e

Etat africain à signer son engagement solennel à l'adhésion au Mutaa qui compte 44 signataires au nombre desquels : l'Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Botswana, Cap-Vert, République Centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, etc.

Le projet de Marché unique du transport aérien en Afrique est le résultat de l'application immédiate des principes de la Décision de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) adoptée en 1999 et approuvée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine à Lomé (Togo), en juillet 2000.

Oscar Onana



Le Cameroun a adhéré au projet de libéralisation complète des services de transport aérien à l'intérieur du continent africain

Franc cfa

Le président de la Commission de la CEMAC veut ouvrir un débat « franc, sincère et dépassionné »

Invité à prendre la parole le 14 février dernier en France, à la table ronde haut niveau organisée conjointement par la Banque de France, l'Agence française de développement et la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferd), Daniel Ona Ondo, n'est pas passé par quatre chemins pour relancer le débat sur le franc CFA.

Pour lui, la politique monétaire, à ses yeux, devrait désormais faire l'objet d'un débat « franc, sincère et dépassionné », entre les partenaires que sont les États de la Cemac, la Banque de France, le FMI et la Banque Mondiale.

«A un moment, il faut s'asseoir pour parler du franc CFA et de son évolution. Si nous ne le faisons pas, nous risquons d'être confrontés au populisme et aux controverses des acteurs de toutes sortes», prévient-il.

La question du franc CFA agite effectivement plusieurs activistes et milieux

africains. Dans le cas de l'espace communautaire qui retrouve progressivement une activité économique forte, il est question, assure Daniel Ona Ondo, de ne pas retomber dans les travers qui ont conduit la zone dans cette situation.

«En décembre 2014, à Yaoundé, les chefs d'Etat ont fait le choix d'un ajustement réel par la voie budgétaire, au contraire d'un ajustement monétaire qui aurait conduit à une dévaluation dont les effets auraient été terribles pour les populations les plus fragiles», rappelle le président de la Commission.

Oscar Onana



Daniel Ona Ondo

Rencontre

Le Vih chez les mineurs en discussion

La santé mentale des enfants et adolescents atteints de la maladie est au menu d'un séminaire qui réunit des experts de 12 pays d'Afrique, et de la France le 19 au 21 février 2019 à Douala.

Des experts venus de 13 pays dont le Togo, la Côte-d'Ivoire, le Burkina Faso, le Maroc, le Mali, et la France etc. siègent au Cameroun depuis hier. Pendant trois jours, soit du 19 au 21 février 2019, ces derniers parleront de la santé mentale chez l'enfant et l'adolescent vivant avec le Vih et leur famille. Ceci dans le cadre du 5^e séminaire sous-régional pluridisciplinaire. Organisé par le réseau Enfant et Vih en Afrique (Eva), le séminaire qui se tient pour la deuxième fois au Cameroun met l'accent sur les troubles mentaux et souffrances psychologiques et émotionnelles des enfants et adolescents vivant avec le Vih/Sida. L'objectif ici est de partager les richesses des différentes expériences, de développer les compétences pour renforcer les capacités du réseau. Pour le Dr Florence Zeh Kakanou, représentante du ministre de la santé publique, cette initiative est la bienvenue au Cameroun. Elle permettra en effet aux responsables du ministère de la Santé, d'avoir des orientations stratégiques pour améliorer la qualité de vie de ces adolescents vivant avec le virus



Photo de famille

du Sida. « Il faut aussi dire que le réseau Eva depuis des années accompagne le ministère de la santé sur les nouvelles orientations, et aussi dans le renforcement des capacités des équipes au niveau des formations sanitaires, et aussi dans l'inclusion des psychologues cliniciens dans le domaine de la santé », souligne-t-elle.

Axé sur la santé mentale, cette dernière affirme qu'il s'agit là d'une nécessité pour un meilleur accompagnement de ces mineurs. Notamment une meilleure intégration dans la société. Mais pour ce faire, ces médecins et pédiatres ont besoin des psychologues cliniciens, surtout que « ce travail a pour résultat

d'améliorer la rétention de ces adolescents sous traitement antirétroviral, et de renforcer l'équilibre et la cohésion familiale », explique Dr Florence Zeh Kakanou. Lors de son allocution, la présidente du conseil d'administration d'Eva a affirmé que de toutes les sous-régions du continent, l'Afrique de l'Ouest et du Centre sont

à la traîne dans la prise en charge du Vih. Les différents ateliers seront à cet effet l'occasion pour les experts de donner les orientations stratégiques pour améliorer la qualité de vie des adolescents vivant avec le Vih, lors des différents ateliers.

Michèle Ebongue

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Dr Catherine Dollfus, conseiller scientifique pédagogique du séminaire

« Il faut vraiment beaucoup soutenir ces adolescents »



En rapport avec le Vih, une partie bien sûr est la santé, la nécessité de prendre un traitement qui est bien efficace aujourd'hui. Mais un autre des gros soucis est la stigmatisation que nous rencontrons. Beaucoup de personnes vivent avec le Vih et cette stigmatisation. Il faut qu'on arrive à la faire évoluer, parce qu'elle crée énormément de souffrances, de secrets et de mal vivre, alors qu'une personne séropositive qui prend bien ses traitements peut avoir la même durée de vie qu'une autre personne. Il faut vraiment que la peur change de bord, que la stigmatisation s'arrête. C'est cette stigmatisation qui crée d'énormes souffrances. A cause de ça, beaucoup d'enfants ne sont pas informés de leur pathologie, parce que leurs parents craignent que leurs enfants souffrent, qu'ils soient victimes de stigmatisation de sorte que les jeunes apprennent souvent très tard leurs conditions médicales.

Dr Valery Nzima, directeur technique à Elisabeth Glaser pediatric Aids Foundation

« Il faudra qu'on puisse les accompagner »



Au Cameroun, on estime à près de 40 mille le nombre d'enfants adolescents vivant avec le vih. Et parmi eux, il y a à peu près 25% qui ont été pour l'instant identifiés et mis sous antirétroviraux et qui représentent près d'1/4 de la population vivant avec le Vih, et ça pose un problème, parce que la mortalité de ces enfants est très élevée. Ce qui montre que près de 50% des enfants qui sont nés avec le Vih/Sida, et qui ne sont pas diagnostiqués à temps vont mourir avant l'âge de 2ans, 80% vont mourir avant l'âge de 5ans. Et si l'enfant doit être diagnostiqué et ensuite, mis sous rétroviraux et que tous assurent ce qu'on appelle une charge virale supprimée, c'est-à-dire en dessous du seuil pathologique et là, on a encore des problèmes parce que cette suppression n'est pas encore acquise. Elle peut être autour de 65% et 70% des enfants sous antiviraux qui atteignent l'objectif ultime qui est de supprimer la charge des virus pour mener une vie de qualité conforme à celle des individus qui n'ont pas d'infection de Vih.

Propos recueillis par Michèle Ebongue

Interdiction des couches jetables importées

La méfiance des commerçants de la ville de Yaoundé

Un tour effectué hier dans les petites et grandes surfaces de la capitale politique, nous a permis de constater que les couches jetables en général ont disparu des étals.

Nous avons fait une descente dans les petites et grandes surfaces de la ville de Yaoundé, pour nous enquêter du respect scrupuleux de la récente interdiction de la vente des couches jetables importées.

Premier arrêt au marché du rond-point express situé au quartier Biyem-Assi. « Il n'y a pas de couches jetables », nous répond ainsi une commerçante de layette pour bébé, la mine triste. Nous allons par la suite entendre cette phrase à chaque boutique du marché. « Le gouvernement a interdit la vente des couches jetables. Je ne veux pas qu'on vienne me créer des problèmes. Je préfère ne vendre aucune couche, même celles faites localement », déclare le responsable d'une grande surface.

Deuxième arrêt, le marché Acacia. C'est le même scénario et la même chanson. « Il n'y a pas de couches jetables », disent les uns et les autres. Certains disent même ne pas savoir s'il y a des couches jetables importées ou celles qui sont faites au Cameroun. « C'est même quoi cette histoire ? Ces couches sont pourtant vendues depuis des années au Cameroun sans qu'on ne



Des couches jetables en rayon.

voit les effets négatifs sur nos bébés », s'insurge la tenancière d'une boutique de layette.

Troisième arrêt, le marché central de Yaoundé. A la demande des couches jetables, un regard inquisiteur se pose sur nous. « Vous êtes enquêteur ou pas ? », nous interroge la responsable d'une grande surface. Elle nous dira par la suite qu'elle n'est pas dupe. « Je

sais que les contrôleurs sont dehors pour vérifier si nous vendons ou pas les couches jetables interdites ». Quatrième arrêt au marché Mfoundi. De part et d'autre, ce sont des plaintes des femmes qui font dans la vente de la layette. « Mon marché est tombé depuis qu'on nous a interdit la vente des couches jetables importées », se plaint une dame. Elle

explique que les couches jetables étaient sa marchandise la plus vendue au quotidien. « J'achetais pour 300 mille et je ne mettais pas une semaine sans les écouler complètement », dit-elle.

Nous sommes également arrivés dans un magasin, le seul au marché du Mfoundi, qui a exposé les couches jetables à vendre. « Nos fournisseurs nous ont fait

comprendre qu'ils détiennent les papiers qui les autorisent à vendre lesdites couches jetables », nous a répondu ainsi le commerçant. Il ajoute que, si les équipes du ministère du commerce passent et tentent de le déranger, il n'a qu'à appeler par les numéros de téléphone que leur ont remis leurs fournisseurs.

Rosette Ombessack

Le besoin se fait sentir de plus en plus

Pendant que nous sillonnions les petites et grandes surfaces de la ville de Yaoundé à la recherche des couches jetables importées, nous nous sommes rendu compte que beaucoup de clients, qui étaient dans le besoin, manifestaient leur désarroi. « On va faire comment ? », maugrée un jeune père de famille, son bébé en main. Il dit

avoir déjà sillonné toute la ville de Yaoundé à la recherche des couches jetables, en vain. « On me prend pour un contrôleur du Mincommerce, alors que je suis dans le besoin », dit le père de l'enfant. Une commerçante nous dira par la suite que les gens à la recherche du précieux sésame défilent. « Il y a des couches lavables. Nous pouvons vous montrer comment les utiliser et les conserver propres et toujours

éclatantes », nous lance-t-elle.

On se souvient que, dans un courrier datant du 31 janvier dernier, le Directeur Général (DG) de l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR) portait à la connaissance du ministre du Commerce, que les couches jetables pour bébé en provenance de la France représenteraient un risque pour la santé des bébés. « En effet, une étude minutieuse menée par

l'Agence de Sécurité Sanitaire (Anses) a conduit aux conclusions selon lesquelles certaines substances (butylphényl, méthyle, propional ; l'hydroxyisohényl 3-cyclohexène carboxaldéhyde et les hydrocarbures aromatiques polycycliques de dioxines ou de furanes) dépasseraient les seuils sanitaires requis », pouvait-on lire dans la note du DG de l'ANOR. En réponse, le Mincommerce Luc Magloire

Mbarga Atangana a interdit le 12 février dernier la vente des couches jetables importées. Reste que le respect de cette décision perdure, quand on sait qu'au Cameroun, les habitudes ont la peau dure. Exemple de la vente et l'utilisation du plastique non biodégradable, qui poursuit son bonhomme de chemin, malgré son interdiction il y a plusieurs années.

Rosette Ombessack

Ligue régionale Ouest

Ouverture de la saison sportive

C'est dans la ville de Foubot, dans le département du Noun, que la rencontre d'ouverture de la saison sportive à l'Ouest s'est déroulée ce dimanche 17 février 2019.

L'homme le plus heureux au terme de la rencontre qui a opposé Volcan du Noun à Cask de Bafoussam, c'est bien François Kouédem, président de la Ligue régionale de football de l'Ouest. Bien que n'ayant pas de parti pris en faveur du gagnant du jour, c'est-à-dire Volcan du Noun équipe hôte, le visage du nouvel homme fort du football à l'Ouest trahissait le succès connu par cet événement sportif qui a drainé le public au stade. La région de l'Ouest, à travers cette ouverture de saison régionale, est ainsi la première ligue au Cameroun qui respecte le calendrier établi par l'organe faitière de football au Cameroun.

Ce lancement était présidé par le secrétaire général des services du gouverneur, Mr Etapa qui était heureux de découvrir le talent des deux formations sur le terrain.

Dans les tribunes, presque tous les membres des différentes commissions ont fait le déplacement, tout



Pendant la cérémonie

comme la grande équipe venue de la Fécafoot. Il faut le noter, Volcan FC du Noun prend ainsi son envol pour la première place dans la poule B de ce championnat de l'Ouest

qui se déroulera en 3 poules de 8 équipes chacune. Il faut saluer la bravoure des deux secrétaires généraux de la Ligue régionale de football de l'Ouest à savoir Philippe Tapobda

et Rosty Hassam Murphy qui se sont battus pour organiser une cérémonie dont chaque chose était à sa place. Au-delà du championnat régional, la Ligue a déjà procédé au tirage au

sort du premier tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe du Cameroun. 23 clubs sont sur la ligne de départ.

Jérôme Serge Todjom à Foubot

Retrouvez tous les jours dans vos kiosques

Le Journal émergence
Le Premier
Quotidien Privé Bilingue au Cameroun



FIFA gives an ultimatum to Fecafoot to regulate the issue of debts owed players of clubs as salaries

Fifa through its Secretary General, Fatma Samoura has written to the Cameroon Football Federation (FECAFOOT) informing it to solve the problems of unpaid Salaries owed professional footballers in Cameroon beginning the 2017/2018 season.

Fifa reacted to this following a case filed by the Syndicate of Professional Footballers in Cameroon (SYNAFOC) together with FIFPro, a syndicate that looks into the problems of professional footballers globally. SYNAFOC led by former player Jeremy Njitap and FIFpro spearheaded by Theo Van Seggelen, 2 weeks ago, wrote to FIFA and FECAFOOT citing the names of 24 League One and Two club's that had not completely or partially respected their financial obli-

gations vis-a-vis their players in the 2017/2018.

The full list of the clubs is: TKC Yaounde, Dragon Yaounde, Unisport Bafang, AS Fortuna Mfou, Feutcheu FC Bandjoun, New Stars of Douala, Fovu of Baham, Union Sportive Douala, Astres of Douala, Colombe Dja, APEJES Mfou, Avion Nkam and PWD of Bamenda in the league one championship.

In the League Two we have: AS Matelots, National Polytechnic, Cosmos of Mbam, YAFOOT FC, AS Etoa Meki, Canon Yaounde, Ngaoundere University, Bang Bullets FC, Renaissance FC, Racing Bafoussam and Aigle Royal.

Fifa has therefore instructed Fecafoot to submit to it, a report of the resolutions taken to regulate the issue latest March 4, 2019.

By Amos Muang Nsah



Fatma Samoura, Fifa SG

Confederation of African Football (Caf) president Ahmad has responded publicly for the first time to the criticism leveled at him by Caf Executive Committee (ExCo) member Musa Bility of Liberia

Ahmad, speaking in French, broke his media silence on the eve of the Under-20 Africa Cup of Nations final in Niger on Saturday, telling journalists, "We have 23 ExCo members, but it's only one or two of them who are talking.

"You never heard from the other members. The inclusive nature of running football was the reason behind our meetings, but no one has raised any major concerns," Ahmad said. Bility had written to his fellow Caf ExCo members, urging them to assess Ahmad's decisions to redistribute the 2021, 2023 and 2025 Africa Cup of Nations. Ahmad insists Caf made the right decisions to reallocate the hosting rights of the three tournaments.

"Much has been said about the decisions regarding the allocation of Afcon, but can people talk about it today?

"Who was right except the Caf with the support of our Heads of State, with our African culture based on wisdom, conciliation and solidarity?"

Bility also questioned how Caf was able to sign a commercial deal without ExCo approval. Ahmad said Caf no longer has the right to market its own rights, and he again maintained that the Executive Committee is consulted on a regular basis.

"The statutes of the Caf oblige me (Caf President) to organize two Executive Committee meetings every year but we organize three or four since I assumed the reins.

"Regarding meetings of the emergency committee held in between meetings of the Executive Committee, there is a statutory requirement for the president to organize such meetings.

"At least every two months, there is a meeting of the



Ahmad, Caf president

Emergency Committee. How can we meet and the members of the emergency committee not be able to make decisions?" said

Ahmad. Earlier this month, Bility resigned from two positions within African football's ruling body, saying he could no longer work under

a president who Bility claimed was 'leading this noble organization in the wrong direction'.

By Amos Muang Nsah

Elections au Nigeria

Buhari réunit ses troupes et durcit le ton

Ce lundi 18 février les partis politiques ont repris leurs meetings et la Commission électorale nationale indépendante (INEC) a approuvé la reprise de la campagne électorale jusqu'à jeudi soir.

Suite au report du scrutin, le parti au pouvoir All Progressives Congress (APC) tenait une réunion extraordinaire ce lundi. L'occasion pour le chef de l'Etat sortant, Muhammadu Buhari, candidat à sa propre succession, de faire le point. Il a condamné ce report in extremis de la Commission électorale et menacé ceux qui voudraient tricher lors des élections samedi.

Tous les ténors du parti étaient présents pour le meeting du All Progressives Congress, l'APC, ce lundi 18 février. Devant les caméras, le chef de l'Etat sortant a pris la parole. En quelques minutes à peine, comme à son habitude, Muhammadu Buhari est allé droit au but et s'en est pris à la Commission électorale, l'INEC, après le report in extremis des élections générales de samedi.

« La Commission nationale a eu tout le temps qu'elle voulait et toutes les ressources

nécessaires. Pourquoi attendre 6h avant le début du scrutin pour annoncer ne pas être en mesure de l'organiser ? Manifestement, il va falloir expliquer un tel niveau d'incompétence à la Nation. A l'issue du scrutin, nous devons savoir exactement ce qui s'est passé et qui est responsable », a lancé Buhari.

Au cours de cette allocution, le président sortant a revêtu son uniforme de général. La voix ferme, Muhammadu Buhari a mis en garde ceux qui envisageraient de tricher où de perturber le scrutin.

« J'ai déjà ordonné à la police et à l'armée d'être sans pitié. Nous n'allons pas être tenus pour responsables de vouloir truquer ces élections (...) Qui-conque pense avoir assez d'influence dans sa localité pour commander des voyous à voler des urnes ou perturber le scrutin, le fera aux dépens de sa vie. Ce sera probablement le dernier acte criminel qu'il (le fraudeur) commettra. »

Des propos qui ont aussitôt



Buhari réunit ses troupes et durcit le ton

ravivé les souvenirs de l'époque des dictatures militaires. L'un des conseillers en communication du chef de l'Etat a d'ailleurs salué cette déclaration sur Twitter : « Le président (général) Muhammadu Buhari ne plaisante pas ». Un tweet polémique très rapidement effacé.

Le principal parti d'opposi-

tion, le People's Democratic Party a lui aussitôt dénoncé des « menaces ». « C'est une violation évidente de la loi. Même si au PDP, nous n'appuierons jamais le trucage des élections et nous nous sommes engagés dans ce sens, nous ne pouvons pas autoriser le président sortant Muhammadu Buhari à se

transformer en un dictateur totalitaire qui favoriserait les tueries extrajudiciaires. Aucun président dans le monde civilisé actuel ne devrait appeler à des exécutions sommaires de ses concitoyens », estime Kola Ologbondiyan, porte-parole du PDP.

Source RFI Afrique

Côte d'Ivoire

Les enseignants ne lèvent pas leur mot d'ordre de grève

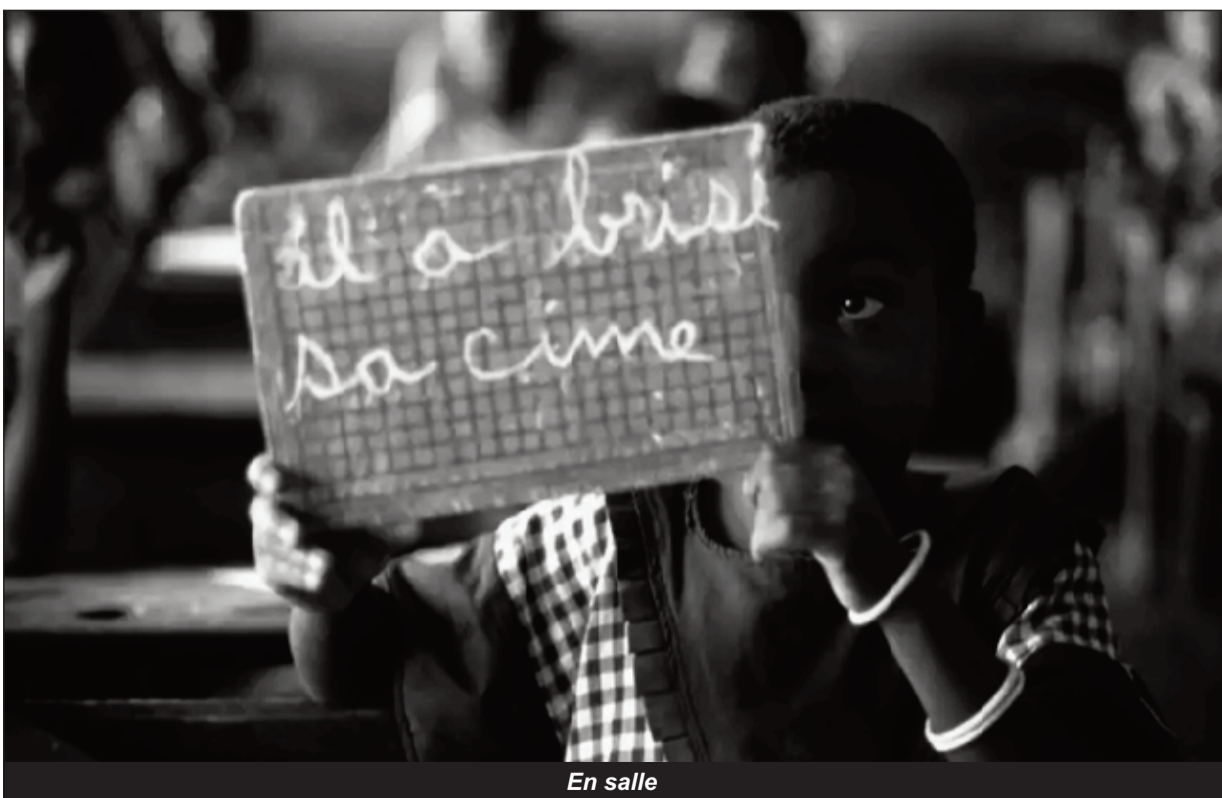
En Côte d'Ivoire, premier jour des discussions entre le gouvernement et les enseignants du primaire et du secondaire. Malgré plusieurs avancées en 2018, ces derniers entament aujourd'hui leur quatrième semaine de grève pour demander l'amélioration de leurs conditions de travail, la revalorisation de leurs indemnités de logement et d'autres primes. En attendant, et pendant les congés de février, le mot d'ordre de grève est toujours en vigueur.

A la veille d'une quatrième semaine de grève, les enseignants du primaire et du secondaire ont finalement entamé des discussions avec le gouvernement. Ils réclament entre autres : la fin du travail le mercredi et la revalorisation de leurs primes. « Concernant les cours du mercredi, je pense que les discussions étaient très tendues. Chaque camp est resté campé sur sa position. Nous qui ne voulons plus de cours le mercredi, les représentants du ministre ne nous ont pas dit oui, on est prêts à accepter vos positions. Donc c'est la prudence que nous observons dans tout ce

que nous sommes en train de faire », explique David Bli Blé, porte-parole de l'intersyndicale pour le primaire.

Les autorités dénoncent la violation de la trêve sociale

Du côté de l'Education nationale, on juge qu'il est « trop tôt » pour s'exprimer. Il y a quelques jours, la ministre, absente hier, dénonçait une violation de la trêve sociale signée en 2017 : « L'article 5 de cet accord dit que les nouvelles préoccupations doivent être analysées. Malheureusement, depuis trois ans, nous portons des préoccupations auprès du ministère de l'Education nationale qui n'apporte



En salle

pas de solution. » Les ateliers devraient se poursuivre jusqu'au 27 fé-

vrier. Selon les syndicats, la journée d'aujourd'hui sera consacrée à la ques-

tion des indemnités de logement.

Source RFI Afrique